

Le gouvernement promet 195 enquêteurs

Le gouvernement fédéral souhaite également revenir sur la suppression de la cellule « art et antiquités » de la police fédérale.

LOUIS COLART

L'alarme du président du Collège des procureurs généraux, lancée jeudi matin dans nos colonnes, a été entendue jusqu'au fédéral. Dans un entretien au *Soir*, Ignacio de la Serna révélait que l'appareil judiciaire n'était, pour la première fois de son histoire, plus à même de poursuivre tous les dossiers de criminalité grave et organisée. Sans oublier les dossiers économiques et financiers, déjà maltraités depuis des années. En cause : 500 enquêteurs manquent à la police judiciaire fédérale (PJF) dans un contexte où plus de 700 d'entre eux – soit environ un quart des effectifs – sont mobilisés à temps plein sur les enquêtes « Sky ECC », du nom de cette application de téléphonie cryptée hackée par la police.

Le Parlement s'est immédiatement saisi du dossier. « Il est temps que les ministres concernés réagissent », lance le socialiste Ahmed Laaouej. « Il me revient qu'on est dans une logique de classements sans suite, ou carrément de ne pas ouvrir de nouvelles enquêtes financières. C'est un affaiblissement de l'État et ce n'est même pas logique, dans la mesure où l'on se prive d'une source de revenus supplémentaire », s'inquiète M. Laaouej.

En urgence, la députée CDH Vanessa Matz a glissé jeudi une question d'actualité sur le sujet, en séance plénière à la Chambre. Brandissant l'interview du président du Collège des procureurs généraux, elle interpelle le ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne, « parce que c'est le fonctionnement de la justice qui est ici mis en cause ».

Le ministre constate, comme Ignacio de la Serna, que les enquêtes « Sky ECC » mobilisent plus de 700 enquêteurs. « Dès le début, nous avons soutenu nos services de sécurité dans cette

lutte. Depuis l'entrée en fonction du gouvernement, près de 200 collaborateurs sont venus renforcer la police judiciaire fédérale », remarque Vincent Van Quickenborne. Et de lister les promesses en cours d'application : 300 nouveaux véhicules pour la PJF cette année (« il était temps ») ; 30 millions d'euros pour la « National Technical & Tactical Support Unit » (NTSU), le service de la police fédérale chargé des métadonnées et des interceptions.

70 millions pour la police fédérale
« Nous sommes conscients que nous devons faire plus », admet le ministre de la Justice. « Et c'est ce que nous allons faire. En donnant à la police fédérale 70 millions d'euros supplémentaires cette année. Avec les moyens additionnels, nous voulons entre autres recruter 195 enquêteurs spécialisés supplémentaires. »

Répondant indirectement à Ignacio de la Serna, qui estime dans nos colonnes que « la mafia prend possession du pays », M. Van Quickenborne lance : « Nous sommes en mesure de tenir tête au crime organisé. »

En réplique, Vanessa Matz se dit « effarée » par cette réponse, « qui semble remettre en cause les déclarations de l'un des plus hauts magistrats du pays. Vous omettez de mentionner qu'en trois ans, le budget de la police fédérale a été rogné de 104 millions d'euros », avance la députée CDH.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le procureur général de Mons dénonçait aussi « la folie » que constituait la disparition pure et simple de la cellule de lutte contre le trafic d'art et d'antiquités à la police fédérale. Interpellée par le CDH et le PS, la ministre de l'Intérieur a fait savoir qu'elle estimait cette suppression « inappropriée ». « Nous allons examiner comment annuler cette décision. »



Nous sommes conscients que nous devons faire plus. Et c'est ce que nous allons faire. En donnant à la police fédérale 70 millions d'euros supplémentaires cette année. Avec les moyens additionnels, nous voulons entre autres recruter 195 enquêteurs spécialisés supplémentaires

Vincent Van Quickenborne
Ministre de la Justice

